



**Organisation des Nations Unies
pour le développement
industriel**

Distr.: Générale
31 mars 2006

Français
Original: Anglais

Conseil du développement industriel

Trente et unième session

Vienne, 6-7 juin 2006

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives au personnel

Questions relatives au personnel

Rapport du Directeur général

Le présent rapport contient des informations sur la composition du personnel, l'évolution du régime commun et les modifications des tableaux du Statut du personnel et des appendices du Règlement du personnel qui en découlent.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Composition du personnel	1-6	2
II. Évolution du régime commun	7-10	5
III. Questions concernant le règlement du personnel	11-13	6
IV. Mesures à prendre par le Conseil	14	6

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



I. Composition du personnel

1. Les informations relatives à la composition du personnel de l'ONUDI qui figurent dans le présent rapport sont fondées sur des données arrêtées au 28 février 2006. Les données datant de mai 2001, date à laquelle le Cadre de gestion des ressources humaines est entré en vigueur, sont utilisées à des fins de comparaison.

2. Le tableau 1 indique le nombre total des membres du personnel au Siège et dans les bureaux permanents de l'ONUDI au 28 février 2006.

Tableau 1

Ventilation des postes au Siège et dans les autres bureaux permanents de l'ONUDI au 28 février 2006

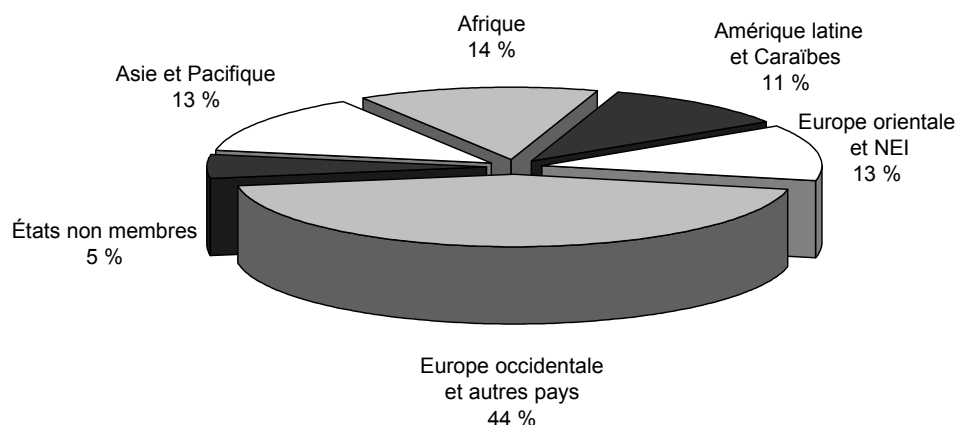
	Siège	Genève/ New York	Sur le terrain	En mission	Bureaux de promotion des investissements et de la technologie ^a	Total
Administrateurs	192	4	22	0	26	244
Administrateurs recrutés sur le plan national	0	0	17	0	6	23
Agents des services généraux	317	2	52	1	9	381
Total	509	6	91	1	41	648

^a Bureaux de promotion des investissements et de la technologie.

3. Les figures 1 à 3 du présent document fournissent des informations sur le personnel des catégories des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, y compris les agents recrutés au plan international au titre de projets.

Figure 1A

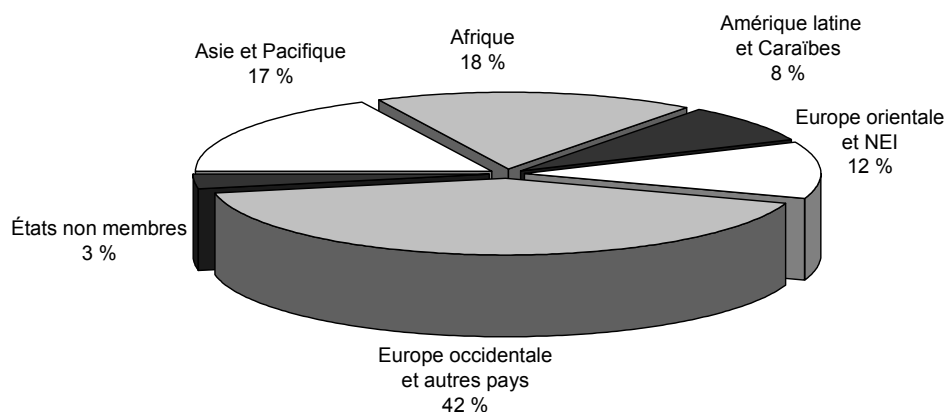
Administrateurs au Siège et dans les bureaux extérieurs, par région, au 1^{er} mai 2001



4. La figure 1B montre la représentation régionale du personnel: 17 % viennent d'Asie et du Pacifique, 18 % d'Afrique, 8 % d'Amérique latine et des Caraïbes, 12 % d'Europe orientale et des NEI, 42 % d'Europe occidentale et d'autres pays, et 3 % d'États non membres.

Figure 1B

Administrateurs au Siège et dans les bureaux extérieurs, par région, au 28 février 2006



5. Comme le montre la figure 2B, au 28 février 2006, 25 % du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur étaient des femmes. Il faut toutefois ajouter que si la proportion de femmes a augmenté de 4 points de pourcentage pour ce qui est des postes P-5 et de rang supérieur entre mai 2001 et le 28 février 2006 (passant de 12 à 16 %), une nette augmentation (de 7 à 28 %) a été enregistrée durant la même période en ce qui concerne les postes D-1 et de rang supérieur.

Figure 2A

Administrateurs au Siège et dans les bureaux extérieurs, au 1^{er} mai 2001

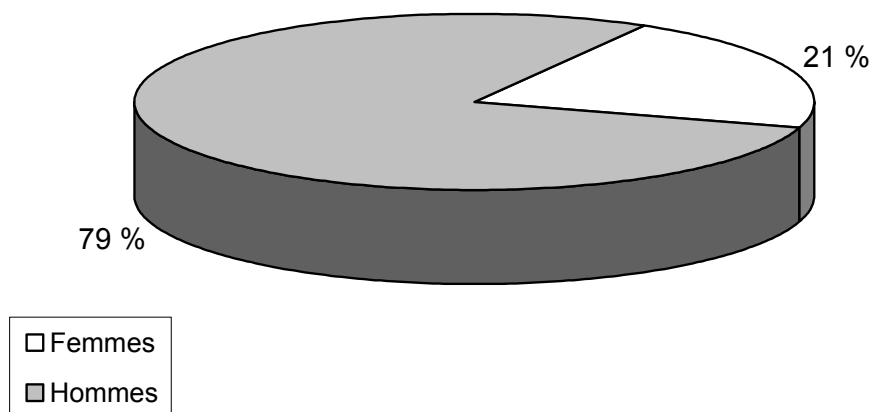
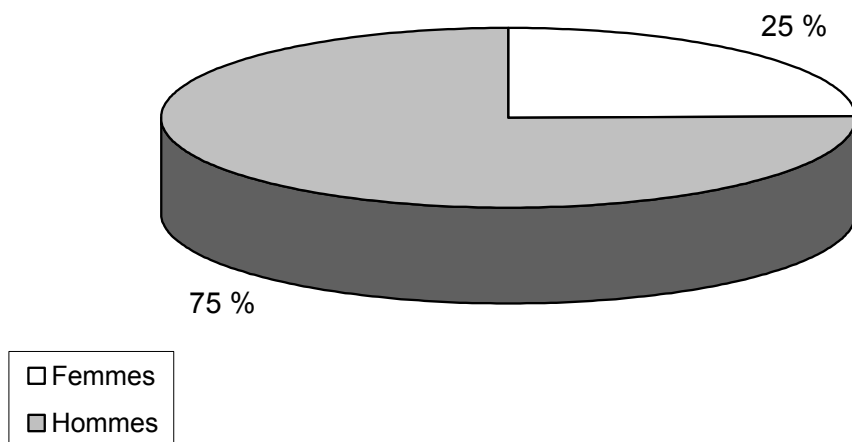


Figure 2B
Administrateurs au Siège et dans les bureaux extérieurs, au 28 février 2006



6. Les figures 3A et 3B indiquent, par région, le pourcentage de consultants internationaux au 31 mai 2001 et au 28 février 2006, respectivement.

Figure 3A
Consultants internationaux, par région, au 31 mai 2001

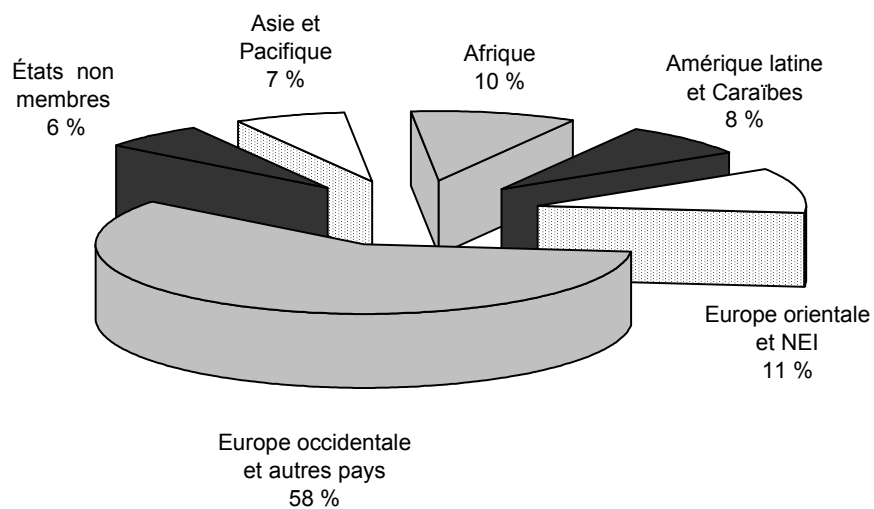
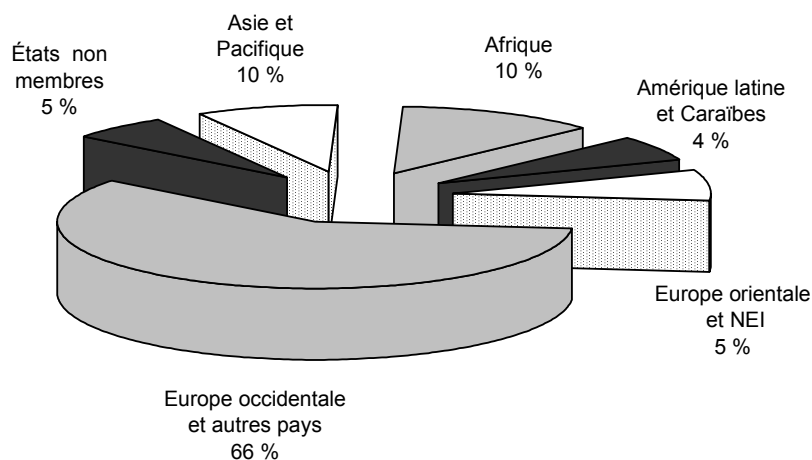


Figure 3B
Consultants internationaux, par région, au 28 février 2006



II. Évolution du régime commun

7. L'Assemblée générale des Nations Unies a, dans sa résolution 60/248, section XI, du 23 décembre 2005, approuvé les nouveaux taux des contributions du personnel de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur que la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) a recommandé. L'ajustement des contributions du personnel entraîne une baisse des montants bruts des traitements sans aucune incidence sur les montants nets.

8. En application de l'article 13.3 du Statut du personnel, le Directeur général est autorisé, dans les limites du budget approuvé par la Conférence générale, à apporter les modifications appropriées aux tableaux et annexes dudit Statut afin de les rendre conformes à toute décision pertinente que pourrait prendre l'Assemblée générale des Nations Unies sur recommandation de la CFPI.

Barème des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur – modification des tableaux I et III du Statut du personnel

9. Le barème révisé des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, qui fait apparaître une baisse des montants bruts des traitements sans incidence sur les montants nets, figure à l'annexe I du présent document.

10. Le barème révisé des contributions du personnel figure à l'annexe II du présent document. L'ancien texte est indiqué entre crochets et le nouveau souligné.

III. Questions concernant le règlement du personnel

Barèmes applicables aux administrateurs

11. Appendice C du Règlement du personnel. Conformément à l'article 54 des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le barème des rémunérations des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, considérées aux fins de la pension, doit être ajusté à la même date que le montant de la rémunération nette des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur à New York. En conséquence, la CFPI a promulgué un barème révisé des rémunérations considérées aux fins de la pension, avec effet au 1^{er} septembre 2005. Ce barème figure à l'annexe III du présent document.

Traitements versés sur le lieu d'affectation

12. Appendice A du Règlement du personnel. En vertu du principe Fleming, les agents des services généraux bénéficient de rémunérations et autres conditions d'emploi correspondant aux conditions parmi les plus favorables pratiquées sur place. Ce principe a été énoncé pour la première fois en 1949 par un organe d'experts des rémunérations créé par l'Assemblée générale des Nations Unies. Il constitue la pierre angulaire de la méthode suivie par la CFPI pour effectuer des enquêtes sur les conditions d'emploi au niveau local. En application du principe Fleming, l'alinéa a) de l'article 6.5 du Statut du personnel précise que "le Directeur général arrête le barème des traitements des fonctionnaires de la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées en prenant normalement pour base les conditions d'emploi les plus favorables en vigueur au lieu d'affectation, compte étant tenu des recommandations de la Commission de la fonction publique internationale". Se fondant sur la méthodologie approuvée par la CFPI qui tient compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation et de l'indice des salaires sur une période de 12 mois, et en concertation avec les autres organisations sises à Vienne, le Directeur général a apporté au barème des traitements des agents des services généraux, avec effet au 1^{er} avril 2005, un ajustement intérimaire de 2,35 %. Le barème révisé figure à l'annexe IV du présent document.

Incidences financières

13. Les incidences financières du barème révisé des rémunérations des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, considérées aux fins de la pension, se chiffrent à 234,26 euros pour l'exercice biennal 2006-2007 et à 58,24 euros pour quatre mois en 2005. L'incidence de l'ajustement intérimaire des traitements des agents des services généraux se chiffre à 322 000 euros par an. Ce surcoût a été prévu dans les budgets correspondants et est en conséquence absorbé dans le cadre des ressources budgétaires approuvées par les États Membres.

IV. Mesures à prendre par le Conseil

14. Le Conseil voudra peut-être envisager d'adopter le projet de décision suivant:

“Le Conseil du développement industriel:

- a) Prend note des informations figurant dans le document IDB.31/7;
- b) Note les modifications apportées, en application de l'article 13.3 du Statut du personnel, aux tableaux I et III dudit Statut afin de les rendre conformes à la décision de l'Assemblée générale énoncée dans la résolution 60/248;
- c) Note également les modifications apportées aux appendices A et C du Règlement du personnel."

Tableau I

**Barème des traitements des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur,
montants annuels bruts et nets après retenue au titre des contributions du personnel**

(en dollars des États-Unis)

Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2006

CLASSES	ÉCHELONS														
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
Directeur/Directrice															
D-2	Brut	131 947	134 765	137 584	140 403	143 222	146 040								
	Net F	98 224	100 140	102 057	103 974	105 891	107 807								
	Net C	90 236	91 854	93 466	95 072	96 674	98 269								
Administrateur général/Administratrice générale															
D-1	Brut	120 487	122 962	125 435	127 910	130 385	132 859	135 334	137 809	140 282					
	Net F	90 431	92 114	93 796	95 479	97 162	98 844	100 527	102 210	103 892					
	Net C	83 587	85 050	86 509	87 965	89 418	90 867	92 312	93 755	95 194					
Administrateur/Administratrice hors classe															
P-5	Brut	99 511	101 590	103 694	105 799	107 904	110 009	112 115	114 221	116 326	118 431	120 535	122 641	124 747	
	Net F	76 148	77 581	79 012	80 443	81 875	83 306	84 738	86 170	87 602	89 033	90 464	91 896	93 328	
	Net C	70 742	72 014	73 282	74 550	75 815	77 077	78 338	79 596	80 852	82 106	83 358	84 607	85 855	
Administrateur/Administratrice de 1^{re} classe															
P-4	Brut	81 943	83 861	85 781	87 669	89 618	91 536	93 456	95 374	97 293	99 210	101 196	103 226	105 259	107 290
	Net F	63 499	64 880	66 262	67 643	69 025	70 406	71 788	73 169	74 551	75 931	77 313	78 694	80 076	81 457
	Net C	59 132	60 390	61 647	62 901	64 155	65 407	66 659	67 909	69 157	70 405	71 651	72 896	74 140	75 383
Administrateur/Administratrice de 2^e classe															
P-3	Brut	66 881	68 656	70 435	72 207	73 986	75 761	77 535	79 314	81 090	82 865	84 643	86 417	88 194	89 969
	Net F	52 654	53 932	55 213	56 489	57 770	59 048	60 325	61 606	62 885	64 163	65 443	66 720	68 000	69 278
	Net C	49 149	50 325	51 503	52 678	53 856	55 030	56 206	57 383	58 558	59 734	60 906	62 079	63 250	64 422
Administrateur adjoint/Administratrice adjointe de 1^{re} classe															
P-2	Brut	54 382	55 972	57 560	59 149	60 738	62 325	63 914	65 500	67 090	68 681	70 267	71 858		
	Net F	43 655	44 800	45 943	47 087	48 231	49 374	50 518	51 660	52 805	53 950	55 092	56 238		
	Net C	40 947	41 985	43 020	44 057	45 092	46 130	47 184	48 234	49 289	50 341	51 392	52 447		
Administrateur adjoint/Administratrice adjointe de 2^e classe															
P-1	Brut	42 664	44 022	45 378	46 737	48 093	49 449	50 808	52 166	53 524	54 881	56 238	57 595	58 952	60 309
	Net F	34 558	35 658	36 756	37 857	38 955	40 054	41 154	42 254	43 351	44 451	45 550	46 648	47 746	48 844
	Net C	32 599	33 612	34 625	35 638	36 650	37 662	38 676	39 676	40 672	41 668	42 662	43 656	44 649	45 642

F = Taux applicable aux fonctionnaires ayant un(e) conjoint(e) ou un enfant à charge.

C = Taux applicable aux fonctionnaires n'ayant ni conjoint(e) à charge ni enfants à charge.

Annexe II

Tableau III

Contributions du personnel (*suite*)

(en pourcentage)

Taux de contribution servant à déterminer les traitements bruts de base et les montants bruts utilisés pour calculer les versements à la cessation de service	
A. Fonctionnaire ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge	
Montant total soumis à retenue (en dollars É.-U.)	Fonctionnaire ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge (pourcentage)
Première tranche de [30 000] <u>50 000</u> dollars par an	[18] <u>19</u>
Tranche suivante de [30 000] <u>50 000</u> dollars par an	28
Tranche suivante de [30 000] <u>50 000</u> dollars par an	[34] <u>32</u>
Au-delà	[38] <u>35</u>

B. Fonctionnaire n'ayant ni conjoint à charge ni enfant à charge

Sans changement.

ii) Les contributions, dans le cas des fonctionnaires dont les traitements sont fixés conformément à l'article 6.5 a) du présent Statut, sont calculées d'après le barème suivant :

Sans changement.

iii) Le Directeur général décide quel est celui des deux barèmes figurant aux sous-alinéas i) et ii) ci-dessus qui est applicable aux fonctionnaires dont les traitements sont fixés conformément à l'article 6.4 ou 6.6 du présent Statut.

Sans changement.

Appendice C (Séries 100)

Barème des rémunérations considérées aux fins de la pension des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

(Utilisé pour calculer le montant des cotisations et des prestations de retraite)
(en dollars des États-Unis)

Entrée en vigueur: 1^{er} septembre 2005

CLASSE	ÉCHELONS														
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV
D-2	197 012	201 491	205 967	210 440	214 917	219 392									
D-1	179 070	182 743	186 414	190 079	193 751	197 606	201 541	205 475	209 403						
P-5	149 007	152 130	155 252	158 378	161 500	164 622	167 744	170 871	173 991	177 114	180 238	183 368	186 716		
P-4	121 630	124 641	127 644	130 650	133 662	136 665	139 672	142 682	145 687	148 691	151 696	154 713	157 715	160 722	163 731
P-3	99 966	102 520	105 071	107 618	110 173	112 724	115 274	117 830	120 501	123 292	126 080	128 868	131 659	134 447	137 238
P-2	82 012	84 299	86 577	88 860	91 142	93 424	95 706	97 984	100 270	102 552	104 832	107 116			
P-1	63 862	66 061	68 252	70 444	72 638	74 829	77 026	79 216	81 410	83 603					

Annexe IV

Appendice A

Barème des traitements des agents des services généraux, montant annuel brut, montant annuel brut aux fins de la pension et montant annuel net après retenue au titre des contributions du personnel

(en euros)

Entrée en vigueur: 1^{er} avril 2005

		ÉCHELONS											
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII*
G-1	Brut	25 023	25 851	26 678	27 505	28 332	29 160	29 987	30 814	31 642	32 469	33 296	34 123
	Brut aux fins de la pension	24 654	25 444	26 232	27 020	27 808	28 598	29 386	30 174	30 962	31 751	32 539	33 327
	Net	19 972	20 609	21 246	21 883	22 520	23 157	23 794	24 431	25 068	25 705	26 342	26 979
G-2	Brut	29 094	30 052	31 010	31 969	32 927	33 886	34 844	35 827	36 824	37 822	38 819	39 816
	Brut aux fins de la pension	28 525	29 439	30 350	31 263	32 176	33 088	34 000	34 949	35 911	36 870	37 831	38 790
	Net	23 106	23 844	24 582	25 320	26 058	26 796	27 534	28 272	29 010	29 748	30 486	31 224
G-3	Brut	33 803	34 914	36 059	37 216	38 373	39 530	40 686	41 843	43 000	44 157	45 314	46 470
	Brut aux fins de la pension	33 004	34 059	35 163	36 275	37 384	38 497	39 608	40 720	41 830	42 942	44 053	45 165
	Net	26 732	27 588	28 444	29 300	30 156	31 012	31 868	32 724	33 580	34 436	35 292	36 148
G-4	Brut	39 419	40 758	42 097	43 436	44 776	46 115	47 454	48 793	50 132	51 472	52 812	54 248
	Brut aux fins de la pension	38 393	39 678	40 966	42 250	43 537	44 822	46 109	47 394	48 680	49 966	51 252	52 537
	Net	30 930	31 921	32 912	33 903	34 894	35 885	36 876	37 867	38 858	39 849	40 840	41 831
G-5	Brut	45 981	47 528	49 076	50 623	52 170	53 784	55 443	57 103	58 762	60 422	62 081	63 741
	Brut aux fins de la pension	44 698	46 185	47 672	49 158	50 645	52 132	53 618	55 105	56 592	58 080	59 566	61 053
	Net	35 786	36 931	38 076	39 221	40 366	41 511	42 656	43 801	44 946	46 091	47 236	48 381
G-6	Brut	53 630	55 549	57 468	59 387	61 306	63 225	65 143	67 062	68 981	70 900	72 819	74 738
	Brut aux fins de la pension	51 995	53 715	55 436	57 156	58 877	60 598	62 317	64 038	65 759	67 479	69 233	71 023
	Net	41 405	42 729	44 053	45 377	46 701	48 025	49 349	50 673	51 997	53 321	54 645	55 969
G-7	Brut	63 051	65 274	67 497	69 720	71 943	74 167	76 390	78 613	80 836	83 059	85 283	87 506
	Brut aux fins de la pension	60 438	62 429	64 421	66 413	68 404	70 475	72 547	74 619	76 693	78 764	80 837	82 910
	Net	47 905	49 439	50 973	52 507	54 041	55 575	57 109	58 643	60 177	61 711	63 245	64 779

* Échelon d'ancienneté.